

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 24 AVRIL 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA, Stratège en chef du marché

Lire entre les lignes : à surveiller durant cette période de publication des résultats

« *Le sens d'une phrase réside non seulement dans les mots eux-mêmes, mais aussi et surtout dans les espaces qui les séparent.* »

– Michele Sandlin

Le fil conducteur : La période de publication des résultats est (enfin) arrivée, offrant la possibilité d'obtenir un éclairage précieux sur les grands thèmes macroéconomiques. Certes, l'IA peut facilement produire un résumé de la situation. Cependant, la nuance de ce qui n'est pas dit, qu'on peut dénicher dans une allusion, pourrait fournir les renseignements les plus utiles. Nous discutons des résultats que nous surveillerons à mesure que les rapports seront publiés au cours des prochains jours.

Même chanson, couplets différents

Les investisseurs, les chefs d'entreprise et les consommateurs en ont eu BEAUCOUP à assimiler depuis le début de l'année. Certains ont peut-être oublié que nous avons dit pratiquement la même chose il y a un an; les défis étaient alors complètement *différents* (DOGE, jour de la libération, DeepSeek, érosion de l'exceptionnalisme exceptionnel, entre autres). Cette année, c'est le Venezuela, l'Iran, le crédit privé, la menace de l'IA sur les secteurs et les emplois et une foule d'autres choses. Même si les marchés financiers ont été malmenés pendant ces deux périodes, les actions ont fini par progresser et les obligations sont restées calmes.

Depuis le début du mois d'avril, l'appétit pour le risque s'est même accentué malgré les progrès dérisoires dans le conflit au Moyen-Orient. Les marchés avancent comme si de rien n'était, bien que de nombreux stratèges prévoient que les conséquences dévastatrices et durables liées à l'énergie ne se sont pas encore matérialisées. Le S&P 500 a progressé de 9 %, tandis que le Russell 2000 (un indice reflétant la performance des entreprises à faible capitalisation boursière) a gagné 12 %. Même l'indice des valeurs du secteur des logiciels a rebondi de près de 12 % depuis le début du mois (même s'il affiche toujours une baisse de 16 % depuis le début de l'année en raison des craintes liées à la supplantation par l'IA).

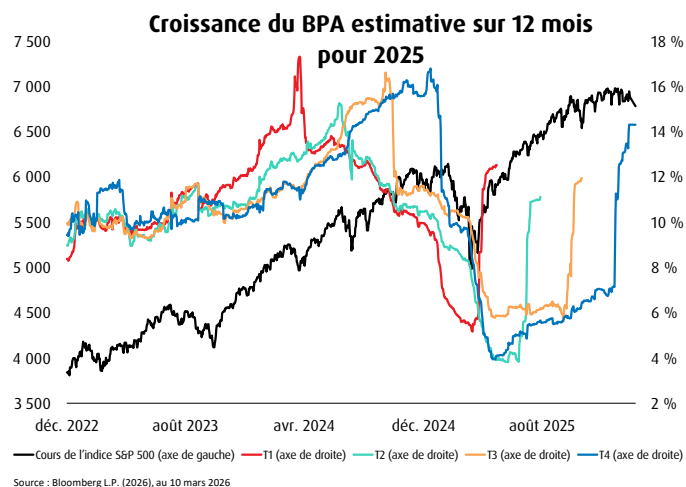
Voilà enfin les résultats du T1

La vigueur des perspectives des actions est peut-être en partie attribuable à la solidité globale des données fondamentales, tant au niveau macroéconomique que microéconomique. Dans un contexte de chocs exogènes répétés, les dépenses des ménages et la croissance du PIB ont surpris à la hausse, le chômage est resté près de creux historiques et l'inflation s'est stabilisée, passant d'un taux à un chiffre élevé à un taux à un chiffre faible (mais elle est toujours plus élevée que ce que la banque centrale américaine en particulier souhaiterait). Bien que les sondages signalent une détérioration de la confiance des ménages et des entreprises, et que le dernier livre beige (qui résume l'activité régionale) de la Réserve fédérale américaine mentionne l'incertitude des dizaines de fois, les investisseurs demeurent optimistes. Cela indique que les tensions pourraient bien être temporaires.

Les participants au marché espèrent que la période de présentation des résultats du premier trimestre, qui commence pour de bon, permettra d'en savoir plus sur la façon dont les sociétés gèrent la dernière ronde de chocs et d'occasions. Les premiers signes montrent que cet espoir est bien fondé. Aux États-Unis, par exemple, les grandes banques et d'autres institutions financières sont parmi les premières à publier des résultats. Selon les statistiques de Bloomberg, 46 % (37 sur 80) des sociétés financières ont déjà publié leurs résultats et la croissance globale de leurs bénéfices s'établit à 25 %. Les revenus tirés des activités de négociation, de fusion et d'acquisition ont battu de nouveaux records, dont bon nombre viennent d'être établis au trimestre dernier. Le secteur redirige des capitaux (qui avaient été mis de côté en prévision d'exigences plus strictes en matière de réserves) vers d'autres activités d'investissement et de prêt. Les principales banques et sociétés de cartes de crédit ont également discuté de la solidité continue de l'activité et de la situation financière des ménages.

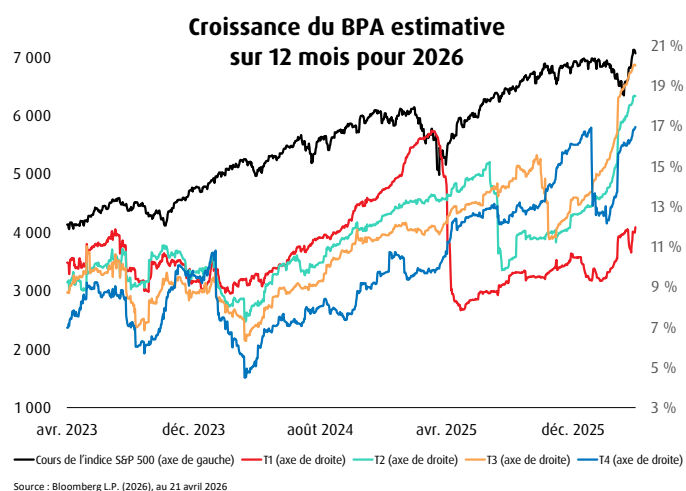
Tout peut changer en un an

L'an dernier, la période de présentation des résultats du premier trimestre a commencé juste après que le président américain Donald Trump a dévoilé une série de tarifs douaniers unilatéraux imposés à certains pays en vertu de la loi *International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA). Cette décision a provoqué un choc conceptuel important dans le système mondial, qui a incité de nombreuses sociétés à réduire considérablement leurs prévisions de bénéfices ou à ne pas en formuler. **Cependant, ce rajustement brutal a eu un effet positif, puisque les sociétés ont facilement pu surpasser les prévisions plus modestes.** Ce dépassement est attribuable à la fois à la révision des tarifs douaniers et à une gestion judicieuse des marges (voir le graphique).



Comme au premier trimestre de l'an dernier, le premier trimestre de 2026 a été riche en événements auxquels les entreprises et les ménages ont été forcés de faire face. Cependant, contrairement à l'an dernier, **quelques facteurs potentiellement positifs contribuent à rééquilibrer les comptes**. Par exemple, l'annulation des tarifs imposés en vertu de l'IEEPA par la Cour suprême devrait donner lieu à un remboursement de 165 milliards de dollars, plus les intérêts (même si on ignore encore *qui* en bénéficiera). Un certain nombre de facteurs jettent les bases d'un climat favorable aux affaires, notamment le retrait des tarifs douaniers, un allègement de la réglementation dans les principaux secteurs de croissance et une déréglementation dans d'autres, des incitatifs fiscaux pour les entreprises inscrits dans la loi, et le soutien à des fusions et acquisitions de grande envergure. Les progrès rapides du déploiement des technologies permettant de réduire les coûts et la main-d'œuvre devraient également aider.

Les perturbations des marchés de l'énergie ont entraîné un net revirement des affaires mondiales et déclenché une série de réactions en chaîne dont nous commençons tout juste à prendre la mesure. En théorie, les marchés nord-américains sont un peu plus protégés, compte tenu du statut d'exportateur net du Canada et des États-Unis, même si les prix du pétrole et du gaz sont fixés à l'échelle mondiale et que les prix des principaux produits énergétiques ont déjà enregistré des hausses records. Contrairement au fardeau des tarifs douaniers, que les sociétés ont été obligées d'absorber ou de répercuter, les entités les plus touchées par la hausse des frais d'expédition et du coût des carburants répercutent déjà cette hausse et en subissent moins les conséquences. Les frais d'expédition, les suppléments pour le carburant et l'énergie et les prix des billets grimpent déjà en flèche. Même si nous ne nous attendons pas à observer des rajustements aussi importants que ceux du premier trimestre de l'an dernier, les bénéfices devraient continuer de progresser selon des taux à deux chiffres, d'après les prévisions consensuelles compilées par Bloomberg.

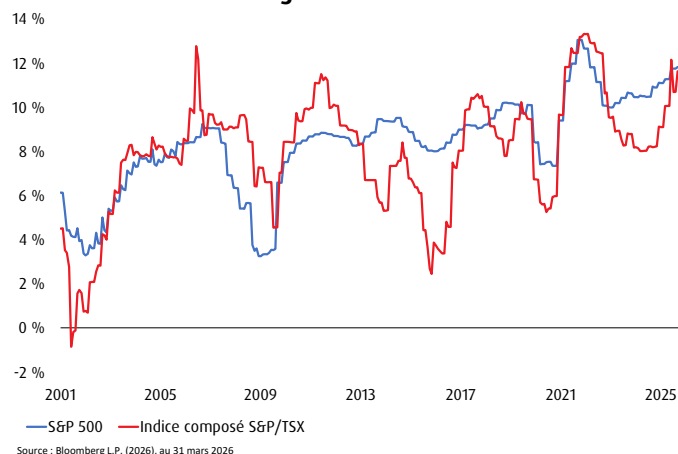


Ce que nous surveillerons

Alors que les sociétés continuent d'annoncer leurs bénéfices au cours des prochaines semaines, voici ce que nous surveillerons :

- **Tendances de l'emploi** – passera-t-on du mode « embauches faibles, licenciements faibles » au mode « aucune embauche, licenciements importants »? Les compressions seront-elles concentrées dans les emplois de premier échelon peu spécialisés ou dans des postes mieux rémunérés et auparavant protégés, comme la programmation et le génie logiciel? En ce qui concerne les données sur les mises à pied, il sera essentiel de comparer les chiffres avec la croissance de l'emploi au cours des cinq à dix dernières années (de nombreuses entreprises ont connu une expansion presque exponentielle pendant la pandémie et immédiatement après). Les licenciements représentent-ils de réelles compressions ou découlent-ils de l'attrition ou de la vente d'unités d'affaires?
- **Déploiement de technologies de pointe** – intelligence artificielle, robotique, véhicules autonomes et autres : quels en seront l'ampleur, la rapidité, le nombre de commandes et le carnet de commandes? Plus important encore, quelles seront les répercussions sur les marges (à long terme et à court terme, si les marges sont plombées par l'augmentation des dépenses, en particulier si ces dépenses sont financées par des emprunts)? Y a-t-il des preuves à l'appui de notre thèse selon laquelle ces technologies peuvent à long terme stimuler la productivité et accélérer la croissance sans attiser l'inflation?
- **Marges** – les marges des sociétés sont supérieures à la moyenne depuis des années (voir le graphique). Quelles sont les interactions entre les pressions accrues sur les coûts (énergie, investissements dans les infrastructures et la redondance des chaînes d'approvisionnement) et les facteurs déflationnistes (avantages fiscaux, contrats gouvernementaux, déploiement de technologies)?

Marges bénéficiaires



- **Vigueur de la consommation** – nous avons mentionné ci-dessus que certaines des plus grandes banques et sociétés de services financiers ont déjà publié des résultats qui soulignent la résilience des dépenses et de la situation financière des ménages. Nous chercherons à en savoir plus de la part des détaillants, des sociétés d'expédition, des fabricants de biens de luxe, des magasins à escompte et de fournisseurs de services de loisirs et de divertissement (hôtels, restaurants, exploitants de croisières). Notre objectif sera de mesurer la robustesse de la demande, les tendances en matière de substitution et la demande étrangère.
- **Plans de dépenses en immobilisations** – près du tiers des sociétés industrielles ont déjà présenté leurs résultats et la croissance globale de leurs bénéfices frôle 18 %. Les équipes de direction soulignent une croissance des carnets de commandes ainsi qu'une augmentation des demandes concernant la défense, le transport et le rapatriement

des activités ou leur délocalisation dans un pays proche. Des lueurs d'espoir émergent alors que les entreprises cherchent à régionaliser et à renforcer les chaînes d'approvisionnement, ébranlées par les incidents répétés des dernières années (mauvaises conditions météorologiques, grèves dans les ports, guerres, pénuries de conteneurs). Nous surveillerons la situation pour déterminer si la tendance à remplacer les infrastructures vieillissantes prend de l'ampleur ou si elle stagne en raison de l'opposition des populations locales, des retards dans la délivrance des permis, etc.

- **Fusions-acquisitions** – l'administration Trump s'est avérée beaucoup plus ouverte aux regroupements de grande envergure, en plus de lancer des initiatives de politique industrielle. Nous nous attendons à ce qu'un certain nombre de transactions soient annoncées ou envisagées au cours de la période de publication des résultats. *Une fois la tendance amorcée, les transactions ont tendance à engendrer plus de transactions dans un secteur donné.* Les secteurs les plus touchés par la hausse des coûts de l'énergie, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ou l'impact du déploiement des technologies semblent propices à la conclusion rapide de transactions.
- **Qui profite de la hausse des coûts de l'énergie** – la plupart des commentaires ont porté sur les victimes de la hausse des coûts de l'énergie. Cependant, un éventail plus large de sociétés, qui ne se limitent pas aux sociétés de forage ou d'approvisionnement en énergie, sont susceptibles d'en tirer parti. La hausse des prix du polyester, par exemple, fait du coton cultivé localement un substitut plus abordable et plus viable. Les tarifs sectoriels (ceux appliqués à des biens précis comme l'acier, l'aluminium et le bois d'œuvre) peuvent rendre les produits manufacturés au pays plus concurrentiels.
- **Bilans** – le niveau d'endettement des sociétés est en baisse depuis plusieurs décennies (depuis la fin des années 1980, lorsque l'endettement était assurément excessif), de sorte que les bilans sont globalement très robustes. La nécessité de rapatrier les activités et de développer rapidement les infrastructures scientifiques (la course spatiale est repartie!), militaires et manufacturières pourrait entraîner une hausse de la dette, en particulier si le capital-investissement se fait plus rare. Étant donné que les taux pourraient demeurer élevés pendant longtemps, le financement (ou le refinancement des prêts arrivant à échéance) exercera-t-il des pressions sur les marges ou les cotes de crédit?

Répercussions pour les investisseurs

De nombreux indices boursiers mondiaux demeurent près de leurs sommets historiques, ce qui illustre une fois de plus **la propension des investisseurs à se tourner vers l'avenir au lieu de ruminer le passé**. La période de publication des résultats est le moment idéal pour recueillir l'information qui aidera à confirmer (ou à réfuter) les raisons pour lesquelles les investisseurs sont optimistes. Comme l'an dernier après les obstacles tarifaires, nous avons bon espoir que les sociétés auront la résilience et les capacités d'adaptation éprouvées nécessaires pour relever avec brio les récents défis liés à l'énergie tout en saisissant les occasions présentées par les changements de cap et de politique.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Les experts en énergie préviennent que les marchés sous-estiment les répercussions à long terme du choc énergétique – Lors du sommet mondial sur les marchandises du Financial Times, des dirigeants de trois des plus grandes sociétés de négociation privées du monde, Vitol, Gunvor et Trafigura, ont averti que la croissance économique mondiale est menacée par la fermeture prolongée du détroit d'Ormuz. Saad Rahim, économiste en chef à Trafigura, a averti que l'on sous-estimait l'ampleur des pertes d'approvisionnement. Les chiffres avancés lors de la discussion faisaient état de 12 à 13 millions de barils de pétrole brut par jour, alors qu'environ six millions de barils par jour de capacité de raffinage mondiale sont présentement à l'arrêt. Le chef de la direction de Vitol, Russell Hardy, a indiqué que de 600 à 700 millions de barils de pétrole avaient été perdus depuis le début de la guerre, le 28 février. Les stocks de pétrole et de produits pétroliers diminuent à un rythme rapide, ce qui réduit la marge de sécurité de l'offre mondiale. Vitol estime que la demande mondiale de pétrole s'est contractée de quatre millions de barils par jour en raison des pénuries d'approvisionnement et de la hausse des prix. Il est important de noter que la traversée entre le golfe Persique et l'Asie dure entre quatre et six semaines, de sorte que toutes les cargaisons parties avant la guerre ont désormais atteint leur destination, et un déficit d'approvisionnement physique devrait s'aggraver. **Si le golfe ouvrait aujourd'hui, il faudrait encore plus d'un mois pour que les 115 millions de barils actuellement bloqués sur les pétroliers immobilisés puissent être commercialisés.**

Accélération de l'inflation au Canada – Les prix à la consommation ont augmenté de 0,9 % en mars, ce qui a fait passer le taux de l'inflation globale de 1,8 % le mois précédent à 2,4 %. Cette hausse n'a rien d'étonnant après que les prix de l'essence ont bondi de 21,2 % au cours du mois (un record remontant à 1949). Les deux principales mesures de l'inflation de base de la Banque du Canada sont restées calmes : l'IPC médian est demeuré stable à 2,3 % sur 12 mois et l'IPC tronqué a légèrement reculé à 2,2 %, son plus bas niveau en cinq ans. Les mesures plus anciennes et plus traditionnelles de l'inflation de base, hors alimentation et énergie, tournent toujours autour de la cible de 2 %. *Selon Études économiques BMO, sans le conflit avec l'Iran, le débat porterait actuellement sur la forte probabilité d'une baisse des taux de la Banque du Canada, et non sur une hausse. Le présent rapport renforce cette opinion.*

Les ventes au détail aux États-Unis s'accroissent – Les ventes au détail et de la restauration ont progressé de 1,7 % en mars, ce qui représente la plus forte hausse mensuelle depuis janvier 2023 et dépasse les prévisions consensuelles de Bloomberg, qui tablaient sur une hausse de 1,4 %. Ce résultat démesuré est en partie attribuable à la hausse des prix du carburant, mais il témoigne néanmoins de la résilience continue des consommateurs. La hausse des remboursements d'impôt en 2026 a probablement contribué à accroître le pouvoir d'achat. En effet, l'IRS a annoncé la semaine dernière que les remboursements d'impôt moyens ont augmenté de 11,2 % (342 \$) par rapport à 2025. L'amélioration des conditions météorologiques a également joué un rôle favorable. Neuf des onze grandes catégories ont inscrit des gains en mars, tandis que l'une d'elles a fait du surplace. Les commerces de détail de produits divers ont été la seule catégorie à enregistrer une baisse. Les ventes des stations-service ont augmenté de 15,5 % sur un mois après que le conflit au Moyen-Orient ait fait grimper les prix à la pompe. Sur 12 mois, les ventes ont progressé de 3,7 % au premier trimestre. L'indice du groupe de contrôle pour le mois de mars (qui exclut les véhicules à moteur, les ventes de carburant, les matériaux de construction et les articles de jardinage ainsi que les bars et restaurants) a progressé de 0,7 %, ce qui a

surpassé les estimations consensuelles de Bloomberg de +0,2 %. L'indice du groupe de contrôle est un facteur clé du PIB mensuel, puisqu'il reflète les dépenses de consommation des ménages au titre des biens.

Les entreprises canadiennes sont plus optimistes – L'Enquête sur les perspectives des entreprises de la Bdc (menée en février) a bondi de 1,4 point pour atteindre -0,36 au premier trimestre. Même si cela prolonge une série de 13 trimestres consécutifs en territoire négatif, ce chiffre marque également son plus haut niveau sur cette période. Sur le thème de la dissipation de l'incertitude commerciale, un moins grand nombre d'entreprises ont signalé que des tensions commerciales avaient une incidence sur leurs ventes et les prix de leurs intrants. Même si le marché du travail continue de se replier, il semble qu'il y ait aussi de la lumière au bout du tunnel : *les intentions d'embauche ont bondi à leur plus haut niveau en trois ans*. Par ailleurs, l'Enquête de la Bdc sur les attentes des consommateurs a également montré une certaine amélioration; l'indicateur global a augmenté, mais est resté en territoire négatif. La demande est demeurée faible, mais les plans de dépenses futurs se sont améliorés grâce aux travailleurs des secteurs sensibles au commerce. Cela montre que les consommateurs ressentent les effets de la dissipation de l'incertitude commerciale. Deux sondages satisfaisants témoignent de la résilience des entreprises et des consommateurs canadiens face à une ambiguïté commerciale importante. Si la guerre en Iran fait peser un risque de stagflation, la dynamique d'avant-guerre pourrait réapparaître si et quand le conflit sera résolu.

Kevin Warsh entame le processus de confirmation pour devenir le prochain président de la Réserve fédérale – Dans sa déclaration d'ouverture, M. Warsh a estimé que la Réserve fédérale souffrait d'un « glissement de mission » en cherchant à jouer un rôle plus large dans l'économie et la société en général. Pour M. Warsh, ce changement de politique est la véritable menace à l'indépendance de la Fed, alors que l'opinion individuelle des élus ne serait qu'un facteur parmi un ensemble plus large de facteurs à prendre en considération lors de l'établissement de la politique. Une réforme institutionnelle représenterait un objectif clé pour une Fed dirigée par M. Warsh. L'inflation a été qualifiée de « choix » dont les dirigeants de la Réserve fédérale doivent assumer la responsabilité; M. Warsh a attribué les récents épisodes d'inflation à une erreur de politique. Il préconiserait une prise de décision tournée vers l'avenir en matière de politique de taux, tout en réduisant la pratique consistant à fournir des indications prospectives aux marchés. **Dans ses déclarations précédentes, M. Warsh s'était efforcé de mettre en avant le potentiel économique positif lié aux futurs gains de productivité générés par l'IA, mais lors de l'audience de mardi, il a déclaré que des études supplémentaires étaient nécessaires pour bien comprendre cette dynamique.** Mis à part le fait de souligner que le volet emploi du double mandat de la Fed est largement rempli, il n'a pas abordé en détail la question du marché du travail. Wall Street considère M. Warsh comme un candidat hautement qualifié : il a déjà été gouverneur de la Réserve fédérale et il a travaillé dans le secteur privé chez Morgan Stanley. Il est également associé au sein du bureau de gestion familiale Duquesne, dirigé par le légendaire investisseur Stan Druckenmiller. La sénatrice Elizabeth Warren a présenté ses arguments contre M. Warsh. Elle a fait valoir que, lorsqu'il était gouverneur de la Réserve fédérale à l'aube de la Grande Récession, M. Warsh avait ignoré les avertissements concernant les prêts hypothécaires à haut risque. Elle a ajouté qu'il avait ensuite contribué à diriger le plan de sauvetage des institutions financières et qu'il était désormais passé d'une position de longue date en faveur d'une politique monétaire restrictive à une position plus conciliante, afin d'apaiser le président Trump. En attendant sa confirmation au poste, M. Warsh devra relever le défi de concilier les attentes du marché quant au maintien de l'indépendance de la Fed et les souhaits du président Trump (qui a réclamé une baisse importante des taux).

La semaine prochaine

Réunions clés des banques centrales au Canada et aux États-Unis, suivies de conférences de presse/d'annonces sur les taux mercredi. La mesure de l'inflation privilégiée par la Fed, l'indice des dépenses personnelles de consommation, n'est pas publiée avant la fin de la réunion. Quelques données supplémentaires sur le logement, les stocks et la confiance des consommateurs complètent les données économiques. La période de publication des résultats s'accélère : 20 % des sociétés de l'indice S&P 500 et la majeure partie de celles de l'indice TSX publieront leurs résultats.

Lundi 27 avril – Rien de prévu

Mardi 28 avril – Confiance des consommateurs aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

Mercredi 29 avril – États-Unis : décision sur les taux et conférence de presse du Federal Open Market Committee, commandes de biens durables, mises en chantier, balance commerciale des biens, stocks du commerce de détail et de gros | Canada : décision sur les taux de la Banque du Canada, rapport sur la politique monétaire et conférence de presse

Jeudi 30 avril – États-Unis : demandes de prestations initiales d'assurance-emploi, indice des coûts d'emploi, PIB, revenu des particuliers, DPC | Canada : PIB

Vendredi 1^{er} mai – États-Unis : rien de prévu | Canada : indice S&P Global des directeurs d'achats du secteur manufacturier

Fiche des données au 22 avril 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 22 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 138	0,2 %	4,6 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	24 658	0,8 %	6,3 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	49 490	0,1 %	3,5 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 857	0,0 %	12,9 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	33 955	-1,1 %	7,8 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 251	-2,1 %	6,1 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	881	0,7 %	15,0 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,3 %	0,6 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,3 %	0,3 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,2 %	0,6 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		-0,1 %	1,3 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,0 %	0,7 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,2 %	0,6 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,2 %	0,5 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,1 %	0,8 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'état						
	22 avril 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,30 %	4,32 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,49 %	3,47 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,91 %	4,91 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,01 %	3,00 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,39 %	2,35 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 22 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,59	0,5 %	0,3 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	0,1 %	0,4 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	78 453,49 \$	1,4 %	-10,5 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 739,90 \$	-1,9 %	9,7 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	92,96 \$	10,9 %	61,9 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAEO (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.